



**Coordination des Organisations Autochtones du Bassin Amazonien
AIDSEEP-APA-CIDOB-COIAB- CONFENIAE-FOAG- OIS- OPIAC-ORPIA**
1er Sommet Régional Amazonien des Savoirs ancestraux, Peuples et Vie pleine en Harmonie avec la Forêt
(15 – 18 août 2011)

"Nous Sommes des Peuples libres, comme la vie elle-même"

Acte de Manaus: Action autochtone pour la vie

Réunis à Manaus du, 15 au 18 août 2011, en 1er Sommet Régional Amazonien, les Peuples autochtones Amazoniens et organisations nationales de neuf pays: Bolivie (**CIDOB**), Brésil (**COIAB**), Équateur (**CONFENIAE**), Colombie (**OPIAC**), Guyane (**APA**), Guyane Française (**FOAG**), Pérou (**AIDSEEP**), Venezuela (**ORPIA**) et Surinam (**OIS**) et en dialogue avec les alliés de diverses entités sociales, de l'état et de l'environnement; nous affirmons que la crise climatique et environnementale est très grave voire irréversible, pendant que les pouvoirs globaux et nationaux ne peuvent, ni ne veulent le freiner, et pire encore, ils prétendent le résoudre en misant sur les "profits" avec encore plus de spéculations sur les services environnementaux ou le commerce vert, même s'ils mettent encore plus en danger toutes les formes de vie.

Nous alertons le monde que nous avons déjà dépassé les limites des dangers des gaz contaminant l'atmosphère et le réchauffement climatique global mais ce n'est qu'un des effets les plus graves de causes bien plus profondes. Nous sommes dans des temps obscurs, d'une profonde crise et agression climatique globale qui fait partie des crises les plus grandes d'une civilisation et un modèle de pouvoir basé sur le racisme, le patriarcat, l'individualisme et le consumérisme désordonné; et l'irresponsabilité et l'orgueil de "dominer" la nature oubliant que nous sommes à peine une petite partie d'elle-même.

Nous dénonçons l'hypocrisie et la contradiction des politiques globales et nationales sur les forêts, ou à côté des déclarations, des plans, des petits projets "durables" s'aggravent la déprédation, la déforestation, la dégradation par les extractions minières, d'hydrocarbure et méga hydroélectriques, l'appât du gain extensif, le soja, agro industries, agro combustible, grandes routes de colonisation, transgéniques et pesticides, superpositions des zones protégées dans les territoires indigènes, la bio piraterie et le vol des connaissances ancestrales. Il est nécessaire d'appliquer de meilleures pratiques forestière, on affirme que la meilleure d'entre elles est de changer profondément le cadre politique de la globalisation néolibérale.

Nous proposons les objectifs suivants, emphases, alternatives et actions:

1. Territoires de Vie Prénante pour l'atténuement planétaire.

Nous démontrons que les refuges de la vie sont les forêts et les territoires des peuples amazoniens, comme barrière effective à la déprédation. C'est pour cela qu'il est indispensable de changer les législations et les politiques publiques pour garantir la démarcation des territoires des peuples autochtones amazoniens et leur titre collectives en tant que peuple ainsi que pour valoriser et ne pas agresser ni marginaliser nos stratégies de "Vie intégrale" distinctes de la commercialisation de la nature. C'est une stratégie efficace et efficiente pour la réduction du réchauffement globale et la récupération de l'harmonie avec la terre mère qui nous a maintenus pendant des millénaires. Pour que le climat ne change pas, il faut changer le système. C'est le système qui doit s'adapter à l'appel de la mère nature et le notre, ses enfants de même couleur qu'elle. Le coût financier pour solutionner cette dette historique trouve son origine dans l'ethnocide des colonisations qui est bien plus petit que la consécration inefficace des débats et expériences. La Partie de cette dette est le droit aux territoires des Peuples libres et Autonome (qui sont en "isolement volontaire") nous devons les laisser vivre en paix et ils ne doivent pas être menacés.

2. Fortifier "Redd+Indigène" et que ceux qui doivent écologiquement réduisent leur contamination.

Face à ceux qui décident sur les processus "Redd+" les états FCPF (BM-BID), FIP, ONU-REDD, COP17-CMUNCC, Rio+20 et autres. Nous demandons des garanties et des conditions immédiates pour les Peuples avant d'avancer plus dans ces processus sur le Redd+ jusqu'à ce que soit dûment respecté.

- Respecter et fortifier la proposition de Redd+ Autochtones ou l'adéquation du Redd+ aux cosmovisions et droits collectifs des peuples autochtones y compris en incluant les alignements de COICA sur le changement climatique et le Redd+ dans les propositions des organisations nationales et qu'entre autres aspects, nous relevons ce qui suit. *Sans territoire ni droits collectifs le Redd+ n'est pas viable. "Aucun contrat communal jusqu'à ce qu'on effectue des règles internationales, même pas à long délai, en cédant une gestion territoriale ou une propriété intellectuelle, avec plus de pénalités que des bénéfices, ni en idiomes ou lois étrangères. Respecter ou appuyer la conservation holistique des forêts, pas seulement ou il y a déboisement ou bien en les réduisant en marche de carbone. Respecter nos propositions de réglementations nationales sur le Redd+ et la consultation et le consentement libre,*



préalable. Respecter les déclarations de la COICA sur les processus Redd+ parallèles aux États. Mécanismes de solutions de conflits avec des garanties de neutralités et efficacité. Ne pas appuyer le marché de solution crédits de Carbone pour couvrir les contamineurs globaux.

- Priorités de politiques et fonds pour la consolidation et titularisée les Territoire des Peuples autochtones comme condition strict avant d'avancer sur le Redd+
- Changements législatifs nationaux pour consolider les Droits collectifs dans les législations de services environnementaux, forestiers sur les " fuites de Redd+" (minerai, hydrocarbure, agrocombustibles, etc.) et de consultation et de consentement.
- Que les États et les banques assument leurs responsabilités pour freiner l'expansion des simulateurs et les escrocs de Redd+ ("Carbon Cowboys", "Burbuja Redd+") face a: aux *Registres* et accréditation publique international des opérateurs de Redd+. Rejets des entreprises et ONG s simulatrices dénonces par les peuples autochtones . Recommander aux communautés de ne pas s'engager avec des contrats avec "Redd+" ou des "affaires de Carbone" jusqu'à ce que la régulation internationale et nationale soit précisée et mises en place.
- Priorités de la réduction de la contamination par les Gaz a effet de serre de la part des pays industrialisés qui doivent écologique ment et des minorités riches disposant de pouvoir dans le nord et dans le Sud.

3. Convergence entre les connaissances ancestrales et la continuité de la biodiversité

Nos connaissances ancestrales sont liées profondément dans la « conservation productive » de la nature, de cette façon, que devant la prochaine Conférence 11 des parties de la Convention sur la diversité biologique et le Congrès de l'Union internationale de la nature (UICN), demandons l'appui pour les propositions suivantes :

- Donner la priorité à la démarcation, la légalisation et la sécurité juridique des territoires autochtones, comme une garantie pour la préservation de la biodiversité, des ressources génétiques et des savoirs traditionnels.
- Consolider le droit de consultation préalable et consentement libre, préalable et informée, pour l'accès aux ressources génétiques des territoires autochtones et des savoirs traditionnels associés.
- Les ressources génétiques des territoires autochtones et des connaissances ancestrales constituent le patrimoine naturel et intellectuelle collective autochtone, préservé depuis des millénaires et transmis de génération en génération.
- L'accès aux savoirs traditionnels et ressources génétiques devrait inclure le partage juste et équitable des bénéfices, y compris les produits dérivés, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés.
- Les connaissances ancestrales ne sont pas dans le domaine public, mais dans la culture des peuples autochtones et les États et les organisations internationales (telles que la Convention sur la diversité biologique CDB), doivent adopter des normes juridique sui generis de protections légal de ces savoirs traditionnels.
- Aucune commercialisation des connaissances ancestrales et l'utilisation abusive et non autorisée des demandes de brevets bio technologiques.

4. Río + 20 : des Solutions pour la vie pas pour les marchés

La Conférence ONU de, juin 2012, Rio de Janeiro sera une des dernières chances pour sauver toutes les formes de vie sur la planète. Les peuples amazoniens demandent d'effectuer les **Actes Cultureles-Politique à proximité du sommet officiel, avec les dirigeants des peuples et les mouvements, les artistes, les scientifiques, les intellectuels qui gagne l'opinion publique et politique mondiale. De même développer des stratégies d'intervention politique à l'intérieur et à l'extérieur du Río + 20 et de construire un, sommet des peuples pluriel pluriel et démocratique, avec une large visibilité publique.** Tout cela pour gagner un plus large soutien politique pour que l'ONU n'ai pas à subir les irresponsabilités du jeu de pouvoir et fasse des progrès en approches, objectifs et propositions comme :

- Ne pas accepter que l' « *Économie verte* » est la combinaison du développement néolibéralisme avec les projets « verts », mais un changement profond pour la réduction de la consommation à outrance, les déchets, la prédation et le changement dans le modèle de production, de consommation, de distribution et d'énergie (pétrole, biocarburants) avec des solutions harmonieuse entre les sociétés, cultures et la nature.
- Renouveler Le *Protocole de Kyoto* où il y a des engagements forts et exécutoires, de réduction des gaz à effet de serre et de renouvellement avec des espaces de participation des peuples autochtones. Ne pas à laisser le monde dériver sous pressions de jeux de pouvoir d'imposition du « comment » et du « quand » des réductions de leurs émissions.
- Consolidation du *territoire des peuples autochtones et leurs visions de la vie intégrale* de gestion holistique dans la nature pour le « l'attiédissement » de la planète ; grâce à l'augmentation qualitative *des fonds publics mondiaux* pour mettre en œuvre la démarcation et les titularisations des territoires autochtones .
- Création d'une *Cour environnementale internationale* d'opération d'urgence indépendante des puissances mondiales, avec des espaces de participation des peuples autochtones, les plus touchés par les infractions environnementales.



- Réorganiser les entités environnementales actuelles de l'Organisation des Nations Unies pour ne pas être subordonnée à la puissance polluante, surmonter la paperasserie et étendre les espaces de participation et de plaidoyer pour les peuples autochtones amazoniennes et dans le monde.

Enfin, le sommet a soulevé le positionnement des communications comme une ligne politique et pas seulement comme mesures instrumentales.

Influencer les politiques publiques d'accès aux moyens de communication et de la communication et des technologies de l'information et pour lancer le projet du **réseau COICA de communications Amazonien**.

Les peuples autochtones et la nature sont tous seuls et pour cette raison nous sommes liés pour maintenir la forêt vivante, la réduction de la déforestation et les gardiens des services, comme l'eau, la biodiversité, le climat pour la survie de la vie.

Nous demandons seulement qu'ils nous laissent travailler en paix dans notre mission.

Basta « Belomonstruos » au Brésil, sur le plateau des Guyanes, Pérou Marañón (Pakitzapango), la Bolivie et le monde !

Non à un Río + 20 sur la mort des peuples et la vie du Xingu !

Non à la route dans le territoire indien sécurisé Isiboro en Bolivie. !Frère Evo défend les peuples et non aux entreprises de la BNDES!

Destruction de l'Équateur (Yasuni); pétrole Pérou (Datem) et autres pays !

Non aux impositions IIRSA le Hub multimodal Manta-Manaus qui va détruire Napo River !

Action et la solidarité avec les luttes des peuples autochtones de l'Amazonie et dans le monde !

Guyana, Suriname et la France à ratifier la Convention 169 ! et appliquer la déclaration des droits des peuples autochtones des nations unies

Les peuples autochtones Amazoniens, marchent sur le sentier de leurs ancêtres, appel le monde à ouvrir leurs cœurs et leurs rêves et nous unir à la Conférence pour la vie, pour tout le monde

**Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica, COICA
Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Amazonía Brasileira, COIAB**

Perú

Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana, AIDSESP

Coordinadora Regional de Organizaciones de Pueblos Indígenas- San Lorenzo, CORPI
Asociación Regional de Pueblos Indígenas de la Selva Central, ARPI
Organización Regional de Pueblos Indígenas del Oriente, ORPIO
Organización Regional AIDSESP Ucayali, ORAU
Federación Nativa de Madre de Dios, FENAMAD
Coordinadora de Defensa y Desarrollo de los Pueblos Indígenas de San Martín, CODEPISAM
Organización Regional de Pueblos Indígenas del Alto Marañón. ORPIAN

Ecuador

Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana CONFENIAE.

Federación Indígena de Nacionalidad Cofán del Ecuador FEINCE
Organización Indígena de Nacionalidad Secoya del Ecuador OISE
Federación Interprovincial de Comunas y Comunidades Kichwas de la Amazonía Ecuatoriana FICCKAE
Federación Interprovincial de Centros Shuar FICSH
Federación de Organizaciones de Nacionalidad Kichwa de Sucumbíos FONAKISE
Nacionalidad Achuar del Ecuador NAE
Nación Sápara del Ecuador NASE
Federación Provincial de Nacionalidad Shuar de Zamora Chinchipe FEPNASH.ZCH.

Bolivia

Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia CIDOB

Asamblea de Pueblo Guaraní APG
Organización de Capitanes de Wenhayek y Tapiete ORKAWETA
Confederación Nacional de Mujeres Indígenas de Bolivia CNAMIB
Central de Pueblos Étnicos Mojeños de Beni CPEMBE
Central Indígena de Pueblos Originarios de la Amazonía de Pando CIPOAP
Central Indígena de la Región Amazónica de Bolivia CIRABO
Central de Pueblos Indígenas de La Paz CPILAP.

Brasil

FEPOIMI, Cuiabá, Pantanal
COAPIMA, Coordinación de las Organizaciones y articulaciones de los Pueblos Indígenas de Marañón
FOIRN-Federación de las Organizaciones Indígenas de Alto Río Negro



ASSOCIAÇÃO HUTUKARA

FOIRN – Federacao das organizacoes indgenas do Rio Negro

ICRASIM – Instituto e Centro de Referência e Apoio a Saúde de Manaus

COPIAM – Conselho dos Professores Indígenas da Amazônia

OGPTB - Organização Geral dos Professores Ticuna Bilingüe

CGPH– Conselho Geral dos Povos Hexkariana

AMARN - Associação das Mulheres Indígenas do Alto Rio Negro

COIAM - Confederação das Organizações Indígenas e Povos do Amazonas

AMISM - Associação das Mulheres Indígenas Sateré-Mawé.

ASSOCIAÇÃO WAIKIRU

ASSOCIAÇÃO DOS ÍNDIOS MUNDURUKU

MEIAM – Movimento dos Estudantes Indígenas do Amazonas.

ORGANIZAÇÃO WOTCHIMAUCÛ

UPIM – União dos Povos Indígenas de Manaus

Organização Metareilá do Povo Suruí

Associação do Povo Cinta-Larga

Fórum das Organizações do Povo Paiter Suruí

CIR - Conselho Indígena de Roraima.

APIRR – Associação dos Povos Indígenas de Roraima.

OPIR – Organização dos Professores indígenas de Roraima

OMIR – Organização das Mulheres Indígenas de Roraima

CONJABA – Conselho das Organização e Indígenas do povo Javaé da Ilha do Bananal

CIX – Coordenação Geral Indígena Xavante

ATIX - Associação Terra Indígena Xingu

OPRIMT -Organização dos Professores Indígenas de Mato grosso

Instituto Raoni

FEPOIMT – Federação dos Povos Indígenas de Mato Grosso

OPIN – Organização dos Povos Indígenas do Acre Sul do Amazonas e Noroeste de Rondônia

OPIAJBAM Organização dos povos Indígenas Apurinã e Jamamadi de Boca do Acre –AM

COAPIMA – Coordenacao das Organizacoes e Articulações dos Povos Indígenas do Maranhão

APIO – Associação dos Povos Indígenas do Oiapoque

UMIAB – União de Mulheres Indígenas da Amazônia Brasileira

APN

Surinam

Organization of the Indigenous Peoples in Suriname OIS

Talawa

VIDS

Umari

Vrouwe Organisatie

Alle 34 Inheemse Dorpen Van Suriname

Colombia

Organización de Pueblos Indígenas de la Amazonía Colombiana OPIAC

Asociación de Autoridades Indígenas de Guaviaré CRIGUA II

Organización Zonal Indígena de Putumayo OZIP

Asociación de Consejo Regional Indígena de Guainía ASOCRIGUA

Asociación de Cabildos Huitotos de Caquetá ASCAINCA

Guyana

Amerindian Peoples Association APA

Venezuela

Organización Regional de Pueblos Indígenas del Amazonas ORPIA

Federación Indígena del Estado de Bolívar FIEB

Unión de Comunidades Indígenas Warao UCIW-CONIVE Delta Amacuro

Consejo Nacional Indio de Venezuela CONIVE

Guyana Francesa

Federation des Organisations Autochtones de Guyane FOCAG.

Federation Lokono FL

Malakana Pinius WAYAPI Camop -trois sauts

Consejo de Caciques CC.G

Consejo Kali'na MANA

Consejo Kali'na KOUROU

Consejo Kali'na AWALA

Kulakasi CK

Consejo Palikurs MATAP